

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 4 avril 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président.

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président,
monsieur VAN EECKAUTE, membre effectif,
monsieur VAN BUYTEN, membre suppléant.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue,

27.174/I/PF
RC/DV

Par lettre du 11 septembre 1995, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office de Contrôle des Mutualités et des Unions Nationales de Mutualités (O.C.M.).

Sur la base des articles 60, § 1, et 61, §§ 2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 4 avril 1996 et a émis l'avis unanime suivant.

*

*

*

Le ministre propose de répartir comme suit, les emplois du cadre organique.

Degrés de la hiérarchie	CADRE F	CADRE N	bil. F.	bil. N.
1	2	2	-	-
2	2	2	1	1
3	-	1		
4	8	8		
5	3	4		
6	5	4		
7	3	3		
8	1	3		

Les organisations syndicales ont été consultées.

*

*

*

I. Emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée qui est conforme aux prescrits de l'article 43, § 3, des L.L.C., tant en ce qui concerne l'égalité numérique que le nombre d'emplois bilingues.

II. Emplois des degrés 3 à 8

Le ministre a communiqué à la C.P.C.L. des données chiffrées au sujet du volume de travail des quatre directions de l'O.C.M. transmises en annexe de la lettre du 11 septembre 1995 et complétées par des données complémentaires le 21 février et le 20 mars 1996.

Les missions de l'Office sont essentiellement des missions de contrôle qui s'exercent sur le plan juridique, comptable et financier et sont définies dans la loi du 6 août 1990.

Pour les 43 emplois des degrés 3 à 8, on applique le pourcentage du volume de travail communiqué par service soit 50%F-50%N pour l'administration générale, 44,51%F-55,49%N pour le Service financier, comptable et actuariel, 47,38%F-52,62%N pour le Service juridique et 49,77%F-50,23%N pour le Service des Affaires générales et du Personnel. Un tableau reprenant les différents paramètres et pondérations est joint en annexe au présent avis.

Le volume global de travail en résultant se chiffre à 46,63%F-53,37%N, ou, arrondi à 46,50%F-53,50%N, soit, en chiffres absolus, 20 emplois F et 23 emplois N, ce qui correspond à la proposition ministérielle.

Par conséquent, la C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée. Celle-ci permet, en effet, à l'O.C.M. de traiter les affaires d'une manière correcte dans le cadre de la législation linguistique.

La C.P.C.L. attire néanmoins l'attention sur le fait que dans la proposition, la proportion 46,63%F-53,37%N n'est pas respectée aux degrés 6 et 8. Elle estime qu'à ces degrés, la répartition des emplois doit, dès lors, s'effectuer comme suit:

degré 6: 4F et 5N

degré 8: 2F et 2N

REMARQUE:

En raison de la publication au Moniteur belge du 30 décembre 1995 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+ le projet d'arrêté royal de cadres linguistiques ne correspond plus pour le moment à la réalité des grades et des rangs actuellement d'application aux niveaux 1 et 2+ et ne peut dès lors faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Le Gouvernement a toutefois décidé au Conseil des Ministres du 7 mars 1996 de modifier l'arrêté royal du 10 avril 1995 en postposant son entrée en vigueur.

Cet arrêté royal sera après négociation syndicale et après avis du Conseil d'Etat soumis à la signature du Chef de l'Etat.

Dès la publication de ce nouvel arrêté royal rien ne s'oppose à ce que l'arrêté royal des cadres linguistiques, tenant compte des remarques de la C.P.C.L., soit publié à son tour.

*

*

*

Le présent avis est communiqué au ministre des Affaires sociales, qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 4 avril 1996

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE - Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS

Synthèse générale adaptée aux nouveaux chiffres communiqués par le ministre.

Paramètres et pondérations	Nombre	F	N	F	N
I. <u>Administration générale</u>	1	50	50	50	50
II. <u>Service comptable...</u>					
Inspection et étude	19	43,88	56,12	833,72	1.066,28
Actuariat	2	49,30	50,70	98,6	101,4
Comptabilité	1	43,66	56,34	43,66	56,34
Secrétariat	1	47,74	52,26	47,74	52,26
III. <u>Service juridique</u>					
Statuts	2	43,03	56,97	86,06	113,94
Etudes juridiques	3	49,04	50,6	148,2	151,8
Secrétariat	1	50	50	50	50
IV. <u>Service du personnel</u>					
Secrétariat	1	52,25	47,75	52,25	47,75
Documentation	1	47,2	52,8	47,2	52,8
Economat	1	47,2	52,8	47,2	52,8
Logistique	3	47,2	52,8	141,6	158,4
Informatique	-	50	50		
Traduction	2	52,8	47,2	105,6	94,4
Dactylographie	4	51,5	48,5	206	194
Personnel	1	47,2	52,8	47,2	52,8
	43	46,63%	53,37%	2.005,03	2.294,97